

A Bruxelles, Mukwege répare l'horreur

MÉDECINE Le Prix Nobel a opéré une jeune Somalienne éventrée par un violeur

► Le Prix Nobel de la Paix 2018 est honoré par l'hôpital Saint-Pierre.
► Il s'est lié d'amitié avec Bernard Cadière, chef de service de chirurgie digestive.

C'est l'émotion, ce vendredi matin, à l'hôpital Saint-Pierre. Le professeur Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix, opère une jeune Somalienne réfugiée en Belgique. Autour de lui, toute l'équipe de l'hôpital bruxellois qui, avec lui, « répare les femmes ». Khadija, 39 ans, a été infibulée et excisée à l'âge de 8 ans. « Par un médecin ! », fulmine le professeur Guy-Bernard Cadière, chef de service de chirurgie digestive à Saint-Pierre. Qui, avec Mukwege, sont « tombés en amour fraternel » un jour de 2011. Mukwege était venu à Saint-Pierre pour s'informer des possibilités offertes par la chirurgie minimale invasive : par trois tout petits trous dans l'abdomen, on peut faire aussi bien qu'en l'ouvrant largement pour avoir accès aux organes. Cadière, cadreur mondial en la matière, lui a montré. Trois mois plus tard, Cadière était à Panzi, dans l'hôpital de Mukwege. Il est revenu, il y a peu, de sa...

18^e mission. Avec lui, anesthésiste, gynécologue, infirmiers de Saint-Pierre qui offrent leur temps et leur expertise. Mais ce matin, l'horreur de la guerre est arrivée à Saint-Pierre dans les yeux de Khadija. Mariée de force, elle a porté six enfants. Lors de sa troisième grossesse, elle est violée par un guerrier interahamwe avec une violence inouïe. Son vagin, à cause de l'excision, s'est fibrosé. En la forçant, son tortionnaire déchire les chairs. Profondément. Anus et vagin se confondent. La jeune femme devient incontinente, ne peut retenir ni urine ni matière fécale. Paria sociale. Marquée par le viol qui l'a fait « appartenir » à son violeur. « Dans ces groupes de femmes, le nombre de comportements

suicidaires est élevé parce qu'elles considèrent qu'elles ne peuvent plus rien attendre de la vie », souligne Mukwege.

Ce matin, les deux chirurgiens ont opéré « à quatre mains ». L'un face à la victime. L'autre dos à elle, via la vision laparoscopique. Centimètre par centimètre, ils ont dégagé des lambeaux, recréé un vagin et un anus. Un sphincter. Sans eux, comment porter sa dignité, comment se faire reconnaître comme être humain ? Un travail difficile, hâtant. Ils sortent épuisés de la salle d'op, le cheveu vague, la mine un peu grise. « Mais je suis sûr que cette femme vivra presque normalement dans quelques semaines », sourit déjà Mukwege.

Qui, dans un entretien accordé au *Soir*, souligne qu'il faut parfois des mois avant que les victimes acceptent d'être opérées. « Khadija n'acceptait pas de rester dans une pièce où il y avait un homme. » Le travail de reconstruction psychique devra suivre. « Elles demandent des excuses, elles veulent que la justice passe, c'est une condition pour se reconstruire », explique Mukwege. Qui demande que les consommateurs utilisent leur influence pour peser sur les autorités et les producteurs.

Bannir les minerais « sales »

La guerre, là-bas, se fait pour accéder au coltan sans lequel aucun smartphone ne fonctionne. Si l'on exigeait des smartphones et des téléphones « construits dans la dignité », les firmes basculeraient et banniraient les producteurs aux mains sales. « Aujourd'hui, elles achètent le minerai le moins cher sans se rendre compte des atrocités que l'on commet en leur nom. Cela a fonctionné pour les vêtements éthiques, cela devrait fonctionner pour la technologie. »

Les atrocités ? Mukwege et Cadière les montrent : des bas-ventres mutilés, des enfants de 18 mois forcés avec des bâtons de bois ou de fer. Ou avec un sexe destructeur. « Nous avons besoin de vous tous », lance Mukwege au public belge. « Nous sommes nourris par

les mêmes valeurs et la même vision de l'humanité », souligne le docteur Philippe Leroy, directeur général de Saint-Pierre. Qui insiste : « Le souffle de notre amitié ne faiblira jamais. » Alors sur le visage de ce géant sombre qui a reconstruit à lui seul 40.000 femmes, une larme d'émotion coule. ■

FRÉDÉRIC SOUMOIS

L'EXCISION EN BELGIQUE

Plus de 17.000 femmes

Selon la récente étude menée par le Gams (Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles) pour le SPF Santé publique, publiée en mars 2018, 17.273 femmes et filles vivant en Belgique sont probablement excisées, tandis que 8.644 courent le risque de l'être. Des chiffres en nette augmentation par rapport à 2012 (respectivement 13.122 et 4.084) : conséquence des arrivées récentes de primo-arrivantes originaires de Guinée et de Somalie, d'Égypte, d'Éthiopie et de Côte d'Ivoire. Des femmes qui ignorent souvent l'interdiction de cette pratique rituelle mutilante en Belgique. Les autorités politiques misent donc essentiellement sur la sensibilisation. Le 11 octobre dernier, la ministre wallonne de la Santé, Alda Greoli (CDH), a d'ailleurs lancé, avec le Gams, une campagne de prévention dans les services de la petite enfance, à destination des parents. Nécessaire et efficace, la sensibilisation n'est pas le seul levier à actionner. Fabienne Richeard, directrice du Gams, plaide également en faveur de la formation des futurs professionnels de la santé aux mutilations génitales féminines. Fatoumata Sidibé, députée Défi au parlement bruxellois, milite elle depuis des années pour un « contrôle systématique des organes génitaux externes des fillettes à risque. Or, à cause d'un relativisme culturel, on se heurte à la peur de stigmatiser certaines populations, et on n'avance pas. »

C.V.R.